Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 120 (1975)
Heft: 8

Artikel: La société des états et la guerre
Autor: Aron, Raymond
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343962

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La société des Etats et la guerre

Le thème qui m'a été proposé par le Professeur W. Hahlweg prête à des développements et à des variations, si divers et si riches, que l'article suivant n'en retiendra qu'un petit nombre et court le risque d'une simplicité excessive. Je prie donc le lecteur de n'y voir qu'une introduction à une recherche ultérieure.

A toutes les époques, en effet, société des Etats et nature de la guerre agissent l'une sur l'autre: la société des Etats suscite des guerres d'un certain type et le type de guerre influe sur l'organisation des Etats et de leur société. Cette action réciproque devrait servir de théorème fondamental ou, pour employer un langage moins prétentieux, de proposition originelle et évidente à toutes les recherches historiques sur la chose militaire. Aussi bien ce thème ou cette proposition peuvent-ils passer pour l'idée directrice de *Die Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte*. Il convient seulement d'ajouter que Delbrück n'a pas donné à cette proposition toutes ses dimensions ou implications. A l'armement, aux rapports entre gouvernants et gouvernés, Etat et peuple, il faudrait ajouter la philosophie ou la mythologie de la guerre, la place des valeurs martiales dans le système des valeurs sociales, etc.

De cette proposition originelle se déduisent immédiatement deux autres qui suggèrent les deux aspects complémentaires de l'action réciproque:

1. L'image de la guerre possible ou probable détermine certains aspects de l'organisation socio-étatique. Cette organisation doit être en mesure de répondre aux nécessités de la guerre que l'on envisage;

2. La société des Etats, structurée par une certaine relation des forces, avec une aristocratie de grands Etats et une pluralité de petits, alliés, neutres ou satellites, détermine pour chaque membre de la société la sorte de guerre qu'il doit craindre et à laquelle il doit se préparer. Si l'on inclut dans le concept de société des Etats les spécificités techniques, idéologiques, politiques des Etats dominants, on élargit encore la signification de ce rapport causal.

[1] Ce texte constitue, pour l'essentiel, la rédaction d'un rapport oral, improvisé à la réunion des historiens militaires à Münster, les 22 et 23 juin 1974. J'avais écrit à l'avance un rapport en français, trop long et trop abstrait pour être présenté au Colloque. J'ai, à partir de mes notes, reconstitué le rapport oral que j'avais improvisé en allemand.

La théorie moderne de la stratégie, du moins dans la mesure où Clausewitz en passe à juste titre pour le créateur, se fonde sur cette action réciproque entre la société des Etats et l'image de la guerre. Témoin des guerres de la Révolution et de l'Empire, officier dans une armée qui vivait à crédit sur le souvenir des victoires de Frédéric II et subit, à Iéna, le choc d'un art original de la guerre ainsi que d'une armée socialement renouvelée, il réfléchit toute sa vie sur la diversité des guerres (« en véritable caméléon ») en même temps que sur les principes constants de la stratégie. Les événements de 1789 à 1815 ne modifièrent pas, de manière substantielle, l'armement des troupes, la répartition des armes (artillerie, infanterie, cavalerie), l'organisation des grandes unités. En revanche, le coefficient de mobilisation, donc les effectifs des armées, les rapports entre gouvernants et peuples, le statut moral des soldats, l'art tactique et stratégique furent profondément modifiés par la Révolution. Tels sont d'ailleurs les changements que Clausewitz retient dans ses analyses, historiques et comparatives, des guerres de la Révolution et de l'Empire. Des lignes minces aux colonnes profondes, du combat en ordre serré aux tirailleurs, de la manœuvre comme substitut de la bataille à la manœuvre en vue de la bataille, des guerres de Cabinet aux guerres populaires, de l'échange des provinces à la destruction d'Etats enracinés dans les siècles, voilà les bouleversements qu'il observa en auteur d'abord, en philosophe ensuite.

En dépit de ces bouleversements, la société des Etats que Clausewitz suppose lorsqu'il écrit *Vom Kriege* ressemble à celle du XVIIIe siècle plus qu'à celle de l'aventure napoléonienne. Dans le chapitre 6 du livre VI, dans un style inspiré de celui de Montesquieu, de Voltaire ou de Fr. von Gentz, il évoque la tendance des Etats européens à l'équilibre, le rassemblement plus ou moins spontané, plus ou moins rapide des Etats contre celui d'entre eux qui aspire, ou acquiert les moyens qui lui permettraient d'aspirer à la monarchie universelle. Faute de cette tendance à l'équilibre, comment pourrait-on comprendre la coexistence pacifique, durant un millier d'années, des Etats européens sans qu'à l'exception de la Pologne un seul des principaux d'entre eux disparaisse? La société européenne des Etats, telle que la pense Clausewitz, implique donc que les membres de cette société se reconnaissent réciproquement, se combattent parfois, sans vouloir pour autant s'anéantir mutuellement. A partir de cette conception, la formule de Clausewitz (au chapitre

30 du livre VI) selon laquelle les guerres ressemblent plus souvent à une sorte d'observation armée qu'à l'ascension aux extrêmes de style napoléonien devient intelligible. De même devient intelligible la formule selon laquelle chaque époque a élaboré ou aurait pu élaborer une théorie stratégique.

Du coup surgit la question type que l'on pose à Montesquieu et aux précurseurs de l'historisme: quels concepts ou principes ou maximes échappent à l'histoire et prétendent à la vérité ou validité transhistorique? Dans le cas de Clausewitz, la réponse me parait donnée dans le texte à condition d'étudier celui-ci avec attention. Il existe deux principes (*Grundsätze*) à partir desquels le lecteur peut penser la théorie clausewitzienne, deux principes dérivés d'une analyse abstraite ou conceptuelle: ou bien le principe de destruction ou d'anéantissement — destruction des forces armées de l'ennemi, objectif naturel ou abstrait de la guerre en tant que telle; ou bien la définition de la guerre en tant que continuation de la politique par (ou avec mélange) d'autres moyens. La signification de la pensée clausewitzienne change radicalement selon que l'on met au sommet l'un ou l'autre principe.

Sont-ils contradictoires, incompatibles? Au sens strict, ils ne le sont pas. Mais si l'on part du principe d'anéantissement, on aboutit aux naïvetés du vieux Moltke qui réclamait, pour le chef de guerre, une totale autonomie entre le premier et le dernier coup de canon, comme si la manière dont les généraux conduisent les opérations ne dépendaient pas des circonstances politiques et n'influaient pas sur les modalités des négociations, une fois rétabli le silence des armes. En revanche, si l'on part de la suprématie de la politique de l'Etat en tant qu'intelligence personnifiée, le principe d'anéantissement ne garde qu'une place subordonnée. Il reste vrai que dans la guerre, en tant qu'épreuve de forces ou conflit réglé par le sang, la destruction des forces armées de l'ennemi constitue l'objectif prioritaire, celui qui se déduit immédiatement de la définition de la guerre. Mais dès lors que celle-ci ressemble à un instrument que la politique utilise, la finalité prioritaire de l'instrument ne s'impose pas à celui qui utilise l'instrument. La finalité naturelle du couteau est de trancher: il n'en résulte pas que l'utilisateur du couteau doive toujours se donner pour fin de trancher. Il y a bien des manières, pour le boucher, d'utiliser son couteau sans que, pour autant, cesse d'être vraie la proposition qui exprime la finalité naturelle du couteau.

Il serait trop long de chercher les raisons pour lesquelles les interprètes de Clausewitz ont rarement compris le rapport entre ces deux principes dont l'un s'applique à la guerre, séparée par abstraction méthodique de ses origines et de ses fins, l'autre à la guerre réelle. Disons que les premiers lecteurs de Clausewitz, des militaires, étaient mal équipés intellectuellement pour saisir ce mode de raisonnement. Ajoutons que si Clausewitz, dans les textes écrits tardivement, à partir de 1827, ne laisse plus de place au doute, il n'est parvenu lui-même qu'avec peine à réconcilier les deux principes dans la synthèse finale. De la tension entre les deux principes résulte historiquement la dissociation entre deux écoles d'interprétation et de pensée, chacune se réclamant d'un de ces deux principes.

Une fois affirmée la législation supérieure de la politique ou, si l'on préfère, une fois proclamée que la politique est le législateur suprême, les deux mouvements de sens opposé — ascension aux extrêmes, descente jusqu'à l'observation armée — deviennent pleinement intelligibles. Selon l'enjeu du conflit, selon l'intensité des passions populaires, selon les tensions à l'intérieur des Etats, le conflit tendra vers un pôle — l'énergie extrême et la mobilisation de toutes les ressources — ou vers l'autre — une conquête limitée que l'on souhaite garder ou échanger au moment des négociations.

Certes, l'instrument par lui-même contraint éventuellement l'un ou l'autre des belligérants à limiter ses ambitions, à se contenter d'une campagne sans décision. Le moyen, s'il ne commande jamais à la fin, donc à la volonté qui pose celle-ci et use de celui-là, en limite la liberté. On ne peut demander au moyen plus qu'il ne peut donner; n'importe quel couteau ne permet pas de découper une pièce de bœuf. Mais l'insuffisance des moyens ne constitue pas la seule cause de la campagne sans décision, de la descente vers l'observation armée. Puisque la guerre, le recours à la violence, n'est qu'un moyen au service de la politique, le règlement par la violence d'un conflit d'intérêt, les efforts, les sacrifices seront normalement proportionnés à la fin ou à l'enjeu. Aussi des trois éléments qui se mêlent dans toute guerre réelle, — passions populaires, libre activité de l'âme, intelligence de l'Etat —, c'est le dernier qui doit garder l'autorité suprême, canaliser les passions, contrôler l'audace nécessaire du chef des armées.

Encore convient-il de ne pas oublier la différence entre les arts qui

manipulent la matière — architecture ou peinture — et l'art de la guerre. Celui-ci est aux prises avec une matière vivante; l'œuvre d'art qu'il veut produire se confond avec une victoire sur une volonté semblable à la sienne. De ce choc des volontés résulte le danger permanent de l'ascension aux extrêmes. Les premiers paragraphes du chapitre 1 du livre I mettent en lumière la nécessité logique de l'ascension aux extrêmes dans l'hypothèse d'une guerre abandonnée à son propre dynamisme. Chacun doutant des intentions de l'autre et craignant qu'il ne déploie une énergie encore plus grande, renchérit à l'avance sur lui de telle manière que, de proche en proche, ils s'élèvent tous deux aux extrêmes. De cette logique de l'ascension aux extrêmes se déduit non l'impératif contenu dans le principe d'anéantissement mais une maxime de bon sens: si la plupart des guerres se rapprochent de l'observation armée, c'est que les Etats se connaissent, savent approximativement ce qu'ils ont à craindre l'un de l'autre et modèrent tout à la fois leurs ambitions et leurs efforts. L'ascension aux extrêmes se produit quand disparaît cette connaissance réciproque ou que des événements, par exemple la Révolution française, amènent un des camps à méconnaître les capacités ou les intentions de l'autre. D'où, me semble-t-il, en conclusion, une maxime que Clausewitz n'a pas formulée mais qui répond à la logique de sa pensée. La communication entre les ennemis est la condition nécessaire à la modération des guerres. Pour que les Etats civilisés ne s'élèvent pas, à la manière des « barbares », aux extrêmes de la violence, l'un ou l'autre des belligérants jeté par terre et réduit à l'impuissance, il faut qu'ils maintiennent entre eux la communication grâce à laquelle chacun saura plus ou moins exactement ce qu'il doit craindre et peut espérer. La communication ne suffit pas à garantir la modération, seule elle la rend possible.

Parmi les changements de la société des Etats depuis l'époque où Clausewitz écrivait *Vom Kriege*, j'en retiendrai deux: les innovations techniques et, en particulier, les armes nucléaires, l'extension planétaire de la société des Etats, au lieu de la localisation européenne.

Des armes nucléaires, nombre de théoriciens ou de journalistes ont tiré la conclusion désormais banale, ou mieux triviale, que la guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens. Formule triviale que chacun s'attend à retrouver dans une analyse des relations entre la pensée de Clausewitz et notre temps et que je m'en voudrais de ne pas reproduire. La guerre nucléaire totale ne serait plus la continuation de la

politique par d'autres moyens ou le mélange d'autres moyens si ceux-ci se confondaient avec l'ensemble des armes nucléaires disponibles; une telle guerre détruirait la signification de la politique dans la mesure où celle-ci exige que les fins visées soient atteintes sans entraîner des pertes hors de proportion avec les intérêts en jeu. Disons encore que l'on n'aperçoit aucun intérêt à la mesure des destructions que subiraient les Etats-Unis et l'Union soviétique dans le cas d'une guerre nucléaire totale. Si l'ascension aux extrêmes signifie, à notre époque, l'ascension vers la guerre nucléaire, le sens d'un des deux mouvements clausewitziens change radicalement. Le mouvement d'ascension conduisait à la bataille d'anéantissement ou, de manière plus générale, à la décision; l'ennemi abattu consentirait à traiter et subirait les conditions du vainqueur. Désormais, au barreau supérieur de l'échelle de la violence se profilent les armes nucléaires. Et celles-ci obligent à choisir définitivement entre les deux principes clausewitziens, celui de destruction, d'anéantissement et de décision d'une part, celui de la suprématie de la politique de l'autre.

Si, comme je le pense, ce dernier principe domine la pensée de Clausewitz en son stade final, on a le droit d'écrire que seul notre siècle ou même notre temps a révélé pleinement la signification de la théorie clausewitzienne et de la formule-cliché. Dans toutes les guerres menées par les Etats dotés d'armes nucléaires, au cours des vingt-cinq dernières années, l'entendement politique a maintenu un contrôle de tous les instants sur l'instrument militaire. C'est à la Maison-Blanche, à Washington, que le président et ses conseillers établissaient la liste des objectifs autorisés ou non autorisés, aussi bien en Corée du Nord qu'au Vietnam du Sud. Je ne dis certes pas que les chefs civils ont bien conduit les guerres de Corée ou du Vietnam, je dis qu'ils les ont conduites. Ils ont commis des erreurs, parfois en suivant les conseils du chef militaire (avance de MacArthur vers le Yallou), parfois en méconnaissant la nature politique du conflit et les possibilités de l'instrument militaire. L'armée américaine pouvait créer le contexte dans lequel le gouvernement du Sud-Vietnam deviendrait capable de survivre seul, elle ne pouvait pas créer ce gouvernement ni lui donner la capacité de se défendre.

Le contrôle politique de toutes les actions guerrières confirme et complète la pensée clausewitzienne. En effet, on se demande par instants si, pour reprendre une formule du chapitre 6 (livre VIII), même l'envoi de patrouilles n'obéit pas, en partie du moins, à des considérations poli-

tiques. De plus et surtout, l'emploi dissuasif des armes nucléaires remplit pour ainsi dire une niche dont la conceptualisation clausewitzienne montrait l'existence mais qu'elle laissait vide faute d'expérience historique: l'emploi diplomatique d'armes en vue d'en prévenir l'emploi effectif. La stratégie dite de dissuasion peut être définie précisément comme l'emploi de la menace nucléaire en vue d'en éviter la mise à exécution.

Ce même contrôle politique des guerres met pour ainsi dire un point final à la controverse entre le vieux Moltke et Bismarck: toute action de guerre est un acte politique; dès lors le chef d'Etat n'aliène pas ses responsabilités au profit du chef militaire pendant le déroulement des hostilités, parce qu'il demeure à chaque instant moins soucieux d'une décision radicale que de la limitation du conflit. La volonté de non-usage effectif des armes nucléaires détermine pour une part l'objectif de la limitation, substitué à celui, traditionnel, de la décision ou de la destruction des forces armées de l'ennemi: mais d'autres causes, par exemple celles qui résultent de l'extension planétaire de la société des Etats, agissent en même temps.

La société des Etats, telle que nous nous la représentons aujourd'hui, comprend des Etats foncièrement inégaux par le potentiel humain, par le degré de développement économique, par l'idéologie. Si la société planétaire est une à certains égards, elle se divise malgré tout en sociétés géographiquement à demi autonomes bien que jamais soustraites à l'influence des deux puissances mondiales. Clausewitz écrivit *Vom Kriege* en réfléchissant sur une société des Etats dans laquelle, écrivait-il, les armées disposent toutes à peu près du même armement, s'organisent de la même manière, la qualité inégale résultant des chefs, de l'entraînement, des victoires remportées, de l'esprit du peuple.

Aucune de ces suppositions ne vaut, de toute évidence, pour la société planétaire des Etats. Celle-ci ne suggère pas une image de la guerre mais, en simplifiant, trois images:

1. La guerre nucléaire, la guerre improbable que l'on pense, la guerre impossible que l'on prépare, qui n'a pas eu lieu, qui ne doit pas avoir lieu mais dont l'ombre s'étend sur toutes les relations interétatiques, du moins sur celles qui affectent d'une manière ou d'une autre les puissances mondiales;

2. Les guerres qui se livrent avec des armes classiques à l'intérieur d'une société locale, avec ou sans participation d'un des deux Grands;

3. La guerre de partisans, devenue méthode offensive aussi bien que défensive; l'armement du peuple que Clausewitz observait et recommandait comme un suprême recours contre l'oppression a été pris en charge et transfiguré par les partis révolutionnaires. Sur chacune de ces trois sortes de guerres, je projetterai, à titre d'expérience mentale, les concepts clausewitziens.

1. Clausewitz n'a jamais omis, quand il posait le combat comme moyen unique de la lutte, d'ajouter que le combat simulé, possible ou bien offert, représente, lui aussi, l'équivalent du combat. Il est tentant d'appliquer la formule clausewitzienne d'observation armée à la relation des Etats dotés d'armes nucléaires, bien que cette formule visât la pratique, courante à l'époque, de mettre en place des troupes aux frontières, l'arme au pied, en vue d'une intervention éventuelle ou simplement afin d'obliger l'ennemi éventuel à couvrir ses propres frontières et à réduire ses forces, engagées sur un autre théâtre d'opérations. Ce qui fait malgré tout l'originalité de l'observation armée, à l'âge nucléaire, ce n'est pas tant que cette observation s'accompagne de la menace de châtiments monstrueux (cette menace n'a jamais été exprimée par aucun gouvernement de manière officielle: la doctrine de représailles massives ne prévoyait pas les conditions précises dans lesquelles elle serait mise en application; à Cuba, la menace était celle d'une invasion de l'île, non du bombardement des villes, de Cuba ou d'ailleurs), c'est que cette observation armée n'a jamais, au cours des vingt-cinq dernières années, été suivie d'un passage à l'action. Tout se passe dès lors comme si le jeu de la dissuasion, des menaces réciproques, se poursuivait indéfiniment dans l'abstrait sans qu'intervienne l'heure de vérité, ce que Clausewitz appelait le paiement en espèces, le combat. En bref, de même que les monnaies ne sont plus, dans le système monétaire international, convertibles en or, les forces respectives des puissances nucléaires ne comportent plus de mesure rigoureuse parce qu'elles ne se sont pas mesurées les unes aux autres.

Réfléchissons un instant sur le paradoxe. Les négociations, les conditions de la paix, enseignait Clausewitz, résultent non pas seulement des combats qui ont été effectivement livrés, mais de ceux qui demeurent possibles et dont les belligérants prennent en compte, à l'avance, les résultats probables. Les effectifs, le prestige d'une armée, telle celle de Frédéric II en 1762, incitèrent Marie-Thérèse à traiter. La guerre lui a coûté cher; pour l'emporter, à supposer que la victoire demeure possible,

il faudrait dépenser des efforts, des ressources financières disproportionnés à l'enjeu. Après tout, même avec la Silésie, la Prusse n'acquiert pas de dimensions en tant que telles redoutables. Le lien entre les combats passés, les combats possibles et le règlement diplomatique apparaît clairement.

Il n'en va pas de même dans les relations entre les puissances dotées d'armes nucléaires. Ces forces ne se sont pas mesurées les unes aux autres; elles peuvent être seulement estimées, appréciées. L'*Abschätzen* remplace l'*Abmessen*. Quelle leçon en tirer? Comment déduire d'une comparaison des forces le critère d'une négociation? Aussi bien aucune négociation n'a-t-elle jamais été commandée par cette estimation des forces, alors que maintes négociations dans le passé l'avaient été par le résultat de la mesure des forces sur le champ de bataille.

Que l'on me comprenne bien. Il se peut que les Chinois nationalistes aient pu se maintenir à Quemoy et Matsu parce que les Etats-Unis possédaient un arsenal nucléaire. Nul ne peut ni affirmer ni nier avec certitude l'efficacité de la dissuasion par menace d'emploi des armes nucléaires au cours du dernier quart de siècle. Il reste que cette menace n'a jamais été mise à exécution, que la menace conditionnelle supposait des actes agressifs qui n'ont pas été commis et que, peut-être, l'Etat objet de la dissuasion n'avait pas l'intention de commettre.

L'échange typique de la dissuasion nucléaire — commerce à crédit — n'en coûte pas moins cher aux deux puissances mondiales puisque la course qualitative aux armements se poursuit. La notion d'*arms control*, de ce que nous appelons, en français, maîtrise des armements, de ce que le général von Brandissin appelle *Kooperative Rüstungssteuerung* (je ne suis pas sûr que l'expression traduise fidèlement la réalité), se dégage logiquement de l'étrange duel entre des armements qui n'ont d'autre finalité que de se neutraliser mutuellement.

Ces deux Etats mondiaux, en cas de guerre totale, subiraient l'un et l'autre de telles destructions que leur intérêt commun d'éviter une telle guerre l'emporte de loin sur tous les intérêts partiels qui les opposent. D'où ce que j'appelle *l'alliance non écrite des deux Grands contre la guerre totale*. Comme la crainte de la guerre totale dissuade chacun des deux d'utiliser son potentiel nucléaire contre l'autre pour lui arracher un avantage sous prétexte d'une supériorité indémontrable, ils jugent tous deux avantageux de réduire autant que possible le coût de ces armements qui ne servent qu'à maintenir leur relation d'égalité. Enfin, comme ils

continuent à se méfier l'un de l'autre et qu'ils restent rivaux, aucun ne tolère que l'autre prenne de l'avance, mais comment mesurer avance ou retard? C'est à ce point que se situent les actuelles négociations dites de SALT 2.

Russes et Américains possèdent des appareils thermonucléaires (vecteurs, bombes, têtes nucléaires) qualitativement autres. Fusées beaucoup plus puissantes d'un côté, miniaturisation beaucoup plus poussée de l'autre. L'accord temporaire de SALT 1 accordait à l'Union soviétique des missiles plus nombreux compensés et au-delà par un nombre supérieur de têtes nucléaires du côté américain grâce au MIRV. Nul n'avait de peine à prévoir que les Russes mettraient au point, à leur tour, la technique du MIRV et qu'en insérant dans leurs fusées géantes des têtes multiples, ils se donneraient une capacité partielle de première frappe, au moins à l'encontre des fusées américaines enfouies dans le sol. L'équilibre serait-il menacé? En résulterait-il un risque accru de guerre nucléaire?

Revenons au fondement de ce jeu étrange. Nul ne mesure les forces, chacun les estime, par rapport à un scénario de crise possible. La discussion, pour ou contre une force française de dissuasion, se livre à coup de scénarios: quel président français donnerait l'ordre de frapper sachant que la réplique d'une grande puissance nucléaire pourrait entraîner la destruction totale du pays? A quoi un partisan de la force française répliquera en imaginant un autre scénario, en se plaçant à un autre moment de la crise: pourquoi un Grand prendrait-il le risque pour un enjeu hors de proportion avec les destructions qu'entraînerait l'emploi d'une force, même petite? Les prétendus experts ne possèdent strictement ni les uns ni les autres aucune expertise: il existe des techniciens des armes, il n'existe pas d'expert de stratégie nucléaire. Militaires et civils « spéculent » sur les scénarios possibles. Avec un peu d'imagination, ils finissent toujours par trouver un scénario dans lequel telle ou telle supériorité limitée ne resterait pas sans conséquence sur le déroulement de la crise.

Les négociations dites SALT 2 butent sur un obstacle majeur: comment définir l'unité de mesure qui déterminera l'*égalité* ou la *symmétrie* entre les deux Grands? La « percée conceptuelle » que Henry Kissinger cherche et ne trouve pas surmonterait l'hétérogénéité des systèmes d'armes respectifs de l'Union soviétique et des Etats-Unis ou, du moins, permettrait de démontrer que les inégalités n'influeraient, en aucune circonstance, sur l'aboutissement d'une crise, ne donneraient à

aucun des duellistes aucun avantage, en aucune conjoncture. Démonstration difficile sinon impossible que d'aucuns jugeront inutile. Mais dans un échange abstrait, à crédit, sans paiement en espèces, qui peut se porter garant qu'une supériorité partielle que l'un ou l'autre croit posséder ne pèsera pas sur l'esprit des responsables d'un côté ou de l'autre?

2. Des guerres livrées avec des armes classiques, au cours de ces dernières années, nous retiendrons trois exemples pour illustrer trois relations différentes entre le principe d'anéantissement (ou la décision radicale) et la paix. Clausewitz se donnait par la pensée un schème simple: dans la société des Etats européens, Etats de même type, avec des troupes de même style, la destruction des forces armées de l'ennemi constituait l'objectif naturel, prioritaire, celui qui normalement conduisait à une paix, dictée ou négociée.

La guerre de Corée offre l'exemple d'une guerre qu'une puissance mondiale aurait pu gagner par l'engagement de forces supplémentaires, mais a jugé inutile, ou trop coûteux, de pousser jusqu'à une décision radicale. La guerre israélo-arabe, avec ses quatre batailles de 1948, 1956, 1967, 1973, a comporté des victoires tactiquement décisives qui mirent en lumière l'impuissance de la victoire, selon l'expression de Hegel à propos de Napoléon. Enfin la victoire classique de l'Inde sur le Pakistan, sur le territoire qui est devenu celui du Bangla Desh, relève de la tradition clausewitzienne telle que l'interpréta, au XXe siècle, la pensée allemande.

Ces trois exemples comportent un enseignement commun: la guerre géographiquement limitée (et quelle guerre ne l'est pas dans un système planétaire?) dépend à la fois des circonstances locales et des influences extérieures, de l'environnement qui, en l'espèce, se confond avec les puissances mondiales partout présentes, d'une manière ou d'une autre. Je laisserai de côté l'analyse détaillée de la guerre de Corée, la découverte par les dirigeants des Etats-Unis de la guerre limitée et du contrôle nécessaire de la conduite des opérations par le pouvoir politique. La formule de Roosevelt, d'abord vaincre décisivement le IIIe Reich, ensuite régler les problèmes issus du conflit, devenait inapplicable. Le principe de la « politique législateur suprême » a depuis 1950 définitivement refoulé le principe de la décision ou de l'anéantissement.

La guerre israélo-arabe nous retiendra quelques instants parce qu'elle illustre, elle, la non-suffisance de la destruction des forces armées

(alors que l'exemple précédent en illustrait la non-nécessité). Les Israéliens ont pu détruire une armée égyptienne en tant que force organisée en 1956, une autre, encore plus complètement, en 1967. Ils n'ont pas, pour autant, atteint leur fin, à savoir la paix et la reconnaissance de leur Etat par leurs voisins. Dira-t-on qu'en l'absence de l'Union soviétique qui remplaçait les armes que les Israéliens détruisaient ou prenaient, les Arabes eussent cédé? D'abord, l'intervention des tiers (des Grands) appartient à la structure même de toute société locale ou régionale d'Etat. Aucune société régionale ne peut être pensée, aucune ne s'organise abstraction faite des Grands. Les dirigeants de l'Etat d'Israël n'avaient pas le droit de conduire leur politique comme si leurs adversaires, en cas de défaite sur le champ de bataille, en étaient réduits à leurs propres ressources.

De plus, supposons même Israéliens et Arabes face à face, seuls, sans l'Union soviétique pour reconstituer l'arsenal des Arabes: les Israéliens n'auraient pas davantage contraint leurs voisins à la capitulation. L'espace, le nombre opposaient aux armées israéliennes un obstacle insurmontable. Ni en 1956 ni en 1967, la marche sur la capitale ou l'occupation de celle-ci n'apparaissait comme un moyen possible en vue d'atteindre à la fin visée, à savoir la paix. Politiquement l'Etat d'Israël, une fois créé, se trouvait sur la défensive. Dépourvu de profondeur, menacé de destruction à chaque épreuve de force, il mena par deux fois une stratégie offensive pour aboutir, en 1967, à ce que j'appellerai « le point culminant de la victoire ». Dans toutes les directions, il avait atteint les limites extrêmes de l'espace que le chiffre de sa population et ses ressources propres lui permettaient d'occuper. (Encore, à l'intérieur du grand Israël, l'importance de la population non juive aurait créé l'équivalent de deux nationalités, de statut inégal.)

En s'établissant sur le canal de Suez, les Israéliens passaient de l'offensive à la défensive, militaire aussi bien que politique — passage qui suit régulièrement le point culminant de la victoire et qui, pour parler avec Clausewitz, implique tous les inconvénients de la défensive. A la guerre du Kippour, en 1973, les Israéliens firent l'expérience de ces inconvénients. Peut-être, par un nouveau paradoxe, l'absence de décision militaire donnera-t-elle à Israël une meilleure chance d'atteindre sa fin politique, paix et reconnaissance. Ce que les Arabes ne pouvaient (moralement) et ne voulaient pas donner après une défaite totale, peut-être l'accorderont-ils

progressivement après une bataille marquée par des succès initiaux et terminée sans décision.

Seule la guerre menée par l'Inde contre le Pakistan en 1971 reproduit les traits caractéristiques des guerres européennes, géographiquement limitées, une victoire, tactiquement décisive, permettant à un des belligérants de dicter les conditions de la paix. L'isolement du théâtre d'opérations résultait d'abord de l'alliance de revers avec l'Union soviétique, alliance qui garantissait la neutralité de la Chine, ensuite de l'engagement américain au Vietnam qui excluait une intervention militaire des Etats-Unis. L'armée indienne possédait une supériorité écrasante sur les troupes pakistanaises de la province orientale, peu nombreuses, privée de soutien au milieu d'une population hostile. Après quelques mois de guerre populaire, l'armée indienne franchit les frontières du Pakistan oriental; en quinze jours, la guerre était gagnée. Mme Gandhi avait violé la Charte des Nations Unies: la prolongation de la guerre populaire aurait-elle été préférable?

3. La petite guerre ou guérilla ou guerre de partisans constitue à cette époque une troisième sorte de guerre qui, elle-même, comporte des modalités nombreuses et différentes: à une extrémité, la deuxième guerre du Vietnam dans laquelle un corps expéditionnaire américain d'un demi-million d'hommes combattit des troupes régulières du Nord-Vietnam et des partisans nord et sud-vietnamiens, les troupes du Nord employant une méthode inspirée de celle de la petite guerre; à l'autre extrémité, la guérilla urbaine, menée par quelques centaines d'hommes, en Irlande du Nord ou en Uruguay, les partisans faisant sauter les édifices, exploser des bombes ou prenant des otages. Au sens matériel, il ne s'agit ici et là que de « petite guerre » au sens où les auteurs du XVIIIe siècle, Clausewitz lui-même, prenaient le mot, autrement dit d'opérations menées par de petits contingents, partisans ou soldats de l'armée régulière.

Quelle est l'efficacité, proprement militaire, de la petite guerre menée par les irréguliers? Tout dépend d'un grand nombre de circonstances. Rien ne prouve, en dépit de mythes, que les irréguliers, dans l'hypothèse d'une grande guerre menée par de vastes armées, représentent un facteur de grande importance. Les partisans, à l'Ouest ou à l'Est de l'Europe, retinrent des divisions allemandes loin des champs de bataille. La décision fut obtenue, ici et là, par les armées régulières.

Le mythe de la toute-puissance de la guérilla est entretenue par trois

événements historiques, imparfaitement analysés, tous trois symboliques d'une conjoncture historique. La victoire du parti communiste en Chine — victoire dans une guerre civile — résulta de l'action combinée des irréguliers et des réguliers, ceux-ci progressivement grossis par l'organisation en armée régulière des paysans insurgés. Mao Tsé-toung utilisa longtemps son armée dans le style des partisans, mais il mit sur pied immédiatement une armée régulière. La longue marche tendait à sauvegarder le noyau de l'armée, à créer une base territoriale dans une région écartée, à l'abri des troupes du gouvernement en place.

Les victoires politiques — non militaires — finalement remportées par les armées de libération nationale dans certaines colonies des puissances européennes, s'expliquent par deux sortes de causes: la capacité de survivre des partisans, en des régions montagneuses, difficilement accessibles; la lassitude de l'opinion publique dans la nation ex-coloniale. Ajoutons que dans les pays voisins (Tunisie, Maroc) les partisans algériens disposaient d'une base aussi inaccessible (pour d'autres raisons) que le Yennan; de plus, la pression des pays afro-asiatiques s'exerçait en permanence sur l'opinion mondiale.

Enfin, ajoutons-le, le mythe de la guérilla se nourrit d'un autre mythe, celui de Fidel Castro, arrivé avec quelques dizaines d'hommes dans la Sierra Maestra et qui, un an après, n'en commandait guère plus. En fait, ce n'est pas Fidel Castro qui, par sa guerre de partisans, a renversé le régime de Batista. C'est ce régime qui s'est effondré sous les coups que lui portait la révolte des villes et des classes moyennes. Fidel Castro, transfiguré par son aventure grâce à la radio, recueillit les fruits de la révolution victorieuse et se trouva porté au pouvoir. Il se hâta de constituer une armée régulière.

Une seule remarque politico-militaire me paraît nécessaire, pour marquer la distance entre le temps de Clausewitz et le nôtre. L'armement du peuple figurait durant les guerres de l'Empire une des dernières ressources, un moyen désespéré d'un peuple opprimé; il comptait parmi les avantages de la guerre politiquement et militairement défensive. Clausewitz le concevait sous la direction ou, tout au moins, à l'instigation du gouvernement régulier auquel revenait la charge de nommer des officiers ou d'en ratifier le choix. Les adversaires des Réformateurs, en Prusse, craignaient le potentiel révolutionnaire de l'armement du peuple. En dernière analyse, ils ne se trompaient pas.

Ce potentiel ne se manifesta pourtant qu'une fois les guerilleros, les paysans, armés pour la défense de leur terre et de leur foyer, transformés en soldats, soumis à une discipline, dispersés pour combattre, mais unis en dépit de la distance. Le parti de type communiste mieux que tout autre accomplit cette transformation. Les paysans vietnamiens, par eux-mêmes, peuvent être des *guerilleros* (pour employer le terme espagnol) ou des *francs-tireurs* (pour employer le terme français de 1870-71). Ils deviennent partisans — ou militants en armes d'un parti — grâce à l'organisation et l'idéologie. Le partisan est déjà à demi un régulier dans la mesure où il se soumet à un commandement aussi impératif que celui des officiers ou des sous-officiers, même s'il demeure lointain.

* * *

Je voudrais terminer cet essai d'analyse clausewitzienne par une dernière question. Clausewitz prend le mot *stratégie* au sens militaire et en ce sens uniquement. Il définit la guerre par le moyen employé, à savoir la violence, et il suppose, de ce fait, une distinction radicale entre la paix et la guerre, entre la politique menée par des moyens non violents et par eux seuls, et la politique menée aussi par des moyens violents. La politique tend peut-être aux mêmes fins en paix qu'en guerre; elle ne peut pas être la continuation de la guerre par d'autres moyens puisque la guerre ne se caractérise que par la spécificité de son moyen, la violence.

Cette conceptualisation subit, à notre époque, des attaques venues de tous les côtés. On appelle désormais stratégie n'importe quelle succession, pensée à l'avance, de décisions ponctuelles en vue d'une certaine fin. Il existe une stratégie du succès académique, une stratégie de la revalorisation ou de la dévaluation monétaire aussi bien que du mouvement des troupes. L'idée essentielle de Clausewitz — l'art de la guerre, comme tout art, utilise un matériau hétérogène par rapport à la fin, l'art tactique des troupes, l'art stratégique les résultats des combats a disparu. La stratégie ne se différencie de la tactique que par l'ampleur de la vision. Tactique, grande tactique, stratégie, politique, consciemment ou non, les partisans de cette nouvelle conceptualisation recourent à deux arguments: comment différencier guerre et paix par l'emploi de la violence puisque la violence, diffuse et parcellaire, se répand partout?

Ne peut-on faire la guerre en augmentant le prix du pétrole aussi bien qu'en engageant des divisions?

Ce dernier argument nous donnera non une réponse définitive mais un argument de sens contraire. Les pays producteurs de pétrole sont parvenus à élever le prix du pétrole soudainement, grâce à leur entente et aux besoins incompressibles des pays industrialisés. En d'autres temps, les pays consommateurs qui sont aussi les pays riches et puissants auraient, à l'aide de canonnières ou de corps expéditionnaires, montré aux émirs de Koweit ou d'Abou Dhali le danger de cette sorte de provocation. Ils se seraient peut-être emparés de ce dont ils ne peuvent se passer. Tant que les pays — pauvres et faibles — parviennent à « exploiter » les pays riches et forts, la paix subsiste, autrement dit l'absence de violence physique. Qu'on le veuille ou non, la ligne de démarcation que Clausewitz jugeait évidente et qui ne l'est plus, subsiste dans les circonstances extrêmes.

Raymond ARON